

NOTRE INVITÉ

Quelle fiscalité pour demain?

OLIVIER FERRARI
Coninco Groupe

Le concept de flat tax représente-t-il la solution idéale pour l'assainissement des comptes de l'Etat? Le dernier paquet fiscal ayant été rejeté par le peuple et les cantons, l'Etat se trouve pris au piège, entre une gestion budgétaire restrictive ou de nouvelles sources d'impôts.

Une question qui revient: l'Etat doit-il être géré comme une entreprise privée, ou est-il une «exception économique», gouvernée par le bien de la collectivité? On peut admettre que l'Etat est au service de la collectivité, et qu'il doit tout faire pour assurer des conditions sociales, économiques, culturelles et environnementales agréables. De fait, la question

n'est plus de se demander quel est le statut de l'Etat, mais bien de relever comment celui-ci doit-il assurer sa mission.

Toute personne morale ou physique doit évaluer sa capacité à créer des biens, à financer ses développements et à assurer la pérennité de son statut. Il n'y a pas de raison, en ce qui concerne l'Etat fédéral, de déroger à ce principe et de le laisser créer des dettes que les générations futures, les riches, les sociétés commerciales devront régler. Il est faux de croire que la richesse de la Suisse permet un accroissement de la dette. Depuis bientôt quatorze ans, le pouvoir d'achat a stagné. Même si la perspective est encore courte, cela représente un virus bien installé pour pourrir une situation à moyen terme.

L'Etat ne peut plus compter sur ses concitoyens pour passer à la

caisse. Comme le monde est injuste, les riches peuvent exporter leur fiscalité, tout comme les entreprises. Ne reste-t-il plus dès lors de solutions viables à moyen et long terme? Je me permets d'en explorer deux, une en utopie et une seconde qui demande une exception de statut politique.

La première serait la suppression pure et simple de l'impôt fédéral direct, remplacé par une TVA modulée selon la richesse, avec des taux croissants selon l'accessibilité des produits et services. Les produits de première nécessité pourraient être frappés d'un taux très bas. Pour ces mêmes produits, acquis par une population aisée, le taux pourrait être échelonné à différents niveaux. Un tel système permettrait de lier la fiscalité directe avec la croissance économique et le niveau de richesse du pays. Autre avantage,

une telle taxe est moins douloureuse qu'un bordereau d'impôt tous les mois.

La seconde solution consisterait à utiliser les actifs de l'Etat pour favoriser le développement économique. Ainsi, une partie des revenus de l'or de la BNS pourrait être affectée à la constitution d'un fonds de *private equity* (sociétés non cotées privées) appartenant à l'Etat pour la création de nouvelles sociétés. Swisscom n'est-elle pas à l'origine une société créée par l'Etat qui lui a rapporté une belle somme lors de son entrée en Bourse et chaque année encore avec les impôts et taxes qu'elle reverse à sa «mère» fondatrice? En favorisant la création de nouvelles sociétés, ce système contribuerait à l'emploi, à la perception de nouveaux impôts et à la compétitivité de la place économique suisse. □